

Notice de présentation

Modification simplifiée n°1 du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Trégor

Document de travail – Octobre 2024

SOMMAIRE

1 - <u>Le contexte</u>	p. 2
1.1 Carte d'identité du territoire communautaire	p. 2
1.2 L'évolution du contexte réglementaire	p. 3
1.3 La procédure de modification simplifiée du SCoT	p. 5
2 - <u>La modification simplifiée du SCoT du Trégor</u>	p. 7
2.1 Les objectifs de la procédure de modification simplifiée du SCoT	p. 7
2.2 La méthodologie de répartition de l'enveloppe foncière	p. 9
2.3 Pièces du SCOT du Trégor modifiées et justifications des choix	p. 19

1 - Le contexte

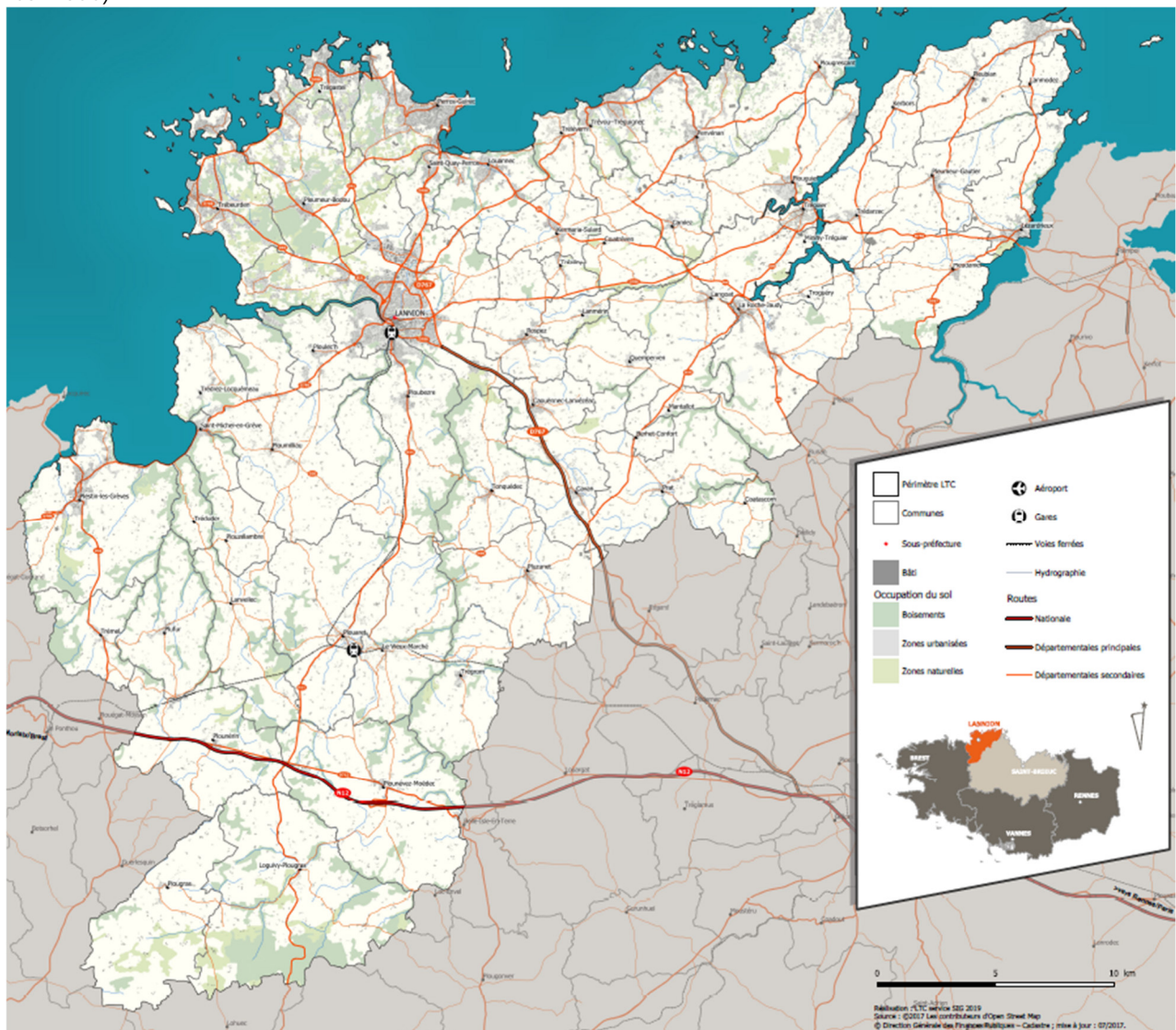
La présente modification simplifiée du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) vise à traduire les objectifs du Schéma régional de développement et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bretagne, modifié le 14, 15 et 16 février 2024 pour intégrer les objectifs de la loi "Climat et résilience" du 22 août 2021.

Le dossier de modification simplifiée comprend :

- la présente notice de présentation exposant la justification, le contenu et les incidences de la modification simplifiée et qui sera annexée au rapport de présentation,
- l'évolution du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) *figurant dans la présente notice*,
- l'évolution du Document d'objectifs et d'orientations (DOO) *figurant dans la présente notice*,
- l'actualisation de l'évaluation environnementale actuellement en vigueur.

1.1 Carte d'identité du territoire communautaire

- En 2023, Lannion-Trégor Communauté, c'est :
 - 57 communes membres dont 1 commune nouvelle (La Roche-Jaudy)
 - 100 000 habitants environ
 - 70 557 logements dont 69,2% de résidences principales, 23,8% de résidences secondaires et 6,8% de logements vacants
 - 35 000 emplois
- (chiffres Insee)



Lannion-Trégor Communauté est couverte par le SCoT du Trégor, approuvé le 4 février 2020.

La communauté d'agglomération est, par ailleurs, en cours d'élaboration de son Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat (PLUi-H) prescrit le 25 juin 2019 : le Projet d'aménagement et de développement durables a été débattu le 26 septembre 2023 en conseil communautaire ; les travaux se poursuivent et son approbation est prévue en 2026.

1. 2 L'évolution du contexte règlementaire

1.2.1 La loi Climat et Résilience

La loi n°2021-1104 dite "Climat et résilience" adoptée le 22 août 2021, complétée par la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 a posé un objectif de zéro artificialisation nette des sols d'ici 2050 avec un objectif national intermédiaire de réduction de la consommation foncière d'ici 2031. L'application de ces principes s'effectue à travers les documents d'urbanisme et par tranche de 10 ans.

Cet objectif de "zéro artificialisation nette" (ZAN) a été introduit dans les objectifs généraux en matière d'urbanisme que doivent poursuivre les collectivités territoriales (*article L. 101-2 du code de l'urbanisme*).

Ainsi, les SRADDET (Schéma régionaux de développement et d'égalité des territoires) et SCOT doivent fixer un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation des sols par tranche de 10 années qui débute à la date de promulgation de la loi Climat, soit le 22 août 2021.

Pour la première tranche de 10 années, cet objectif se traduit par un objectif de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la consommation réelle de ces espaces, observée durant la période 2011-2021. Pour cette première tranche de 10 année, le SRADDET ne peut fixer un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation dépassant 50% de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers observée au cours des dix années précédant la période 2011-2021.

Les SRADDET doivent décliner cet objectif par secteur géographique. Les SCOT peuvent territorialiser ces objectifs de manière différenciée.

Il est prévu que les collectivités traduisent les dispositions de la loi Climat dans leur document d'urbanisme dans un rapport de hiérarchie des normes et selon le calendrier suivant :

- 2 ans pour les SRADDET : 22 août 2023 reporté de 6 mois par la loi 3DS du 21 février 2022 puis de 39 mois par la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023, visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux (loi ZAN), **soit jusqu'au 22 novembre 2024 ;**
- 5 ans pour les SCOT : 22 août 2026 reporté par la loi ZAN à 5 ans et 6 mois, **soit jusqu'au 22 février 2027 ;**
- 6 ans pour les PLU/PLUi : 22 août 2027 reporté par la loi ZAN à 6 ans et 6 mois à, **soit jusqu'au 22 février 2028.**

1.2.2 – Justification et objet de la procédure retenue

- Pour accélérer le processus de "climatisation" des documents d'urbanisme, le législateur a précisé qu'une telle évolution des SCoT et PLU/PLUi pouvait être réalisée, par dérogation au code de l'urbanisme, via la **procédure de modification dite simplifiée**.

Extrait article 194 de la loi Climat et résilience du 22 août 2021 : "Par dérogation aux articles L. 143-29 à L. 143-36 (...) du code de l'urbanisme, les évolutions du schéma de cohérence territoriale (...) prévues au présent 5° peuvent être effectuées selon les procédures de modification simplifiée prévues aux articles L. 143-37 à L. 143-39 du code de l'urbanisme (...).

Les objectifs du SRADDET s'imposent au SCOT dans un rapport de prise en compte (*article L. 131-2 code de l'urbanisme*) ; ce rapport de prise en compte suppose de ne pas s'écarter des orientations du document supérieur sauf pour un motif d'intérêt général (*CE, 28 juillet 2004, Association de défense de l'environnement et a., req.n° 256511*). En revanche, les règles du SRADDET s'imposent au SCOT dans un rapport de compatibilité.

- Le SRADDET de la région Bretagne, approuvé le 16 mars 2021, a fait l'objet d'une modification en vue de traduire des évolutions législatives et réglementaires, dont notamment la loi Climat et Résilience. Cette modification n°1 du SRADDET, approuvée les 14, 15 et 16 février 2024, s'est appuyée sur les travaux d'un collectif Région-territoires de SCoT, menés durant 2 ans sur les modalités de territorialisation du ZAN en Bretagne.

Un outil d'observation du foncier "Mode d'occupation du sol" (MOS) a par ailleurs été déployé à l'échelle de la région Bretagne, afin de doter l'ensemble du territoire régional d'un outil de mesure homogène de l'occupation du sol. Il a été conçu pour décrire l'occupation du sol à deux périodes de références inscrites dans la loi : 2011 et 2021.

Concernant ce volet de la lutte contre l'artificialisation des sols, la modification du SRADDET fixe un objectif ZAN d'ici 2050 avec une trajectoire fixée comme suit : une réduction de moitié de la consommation foncière d'ici 2031 par rapport à la période 2011-2021 puis une réduction de l'artificialisation de 75% d'ici 2040. Le SRADDET a territorialisé l'enveloppe foncière pour la période 2021-2031 en affectant une part à chaque territoire de SCoT pouvant effectivement être consommée.

La composition de l'enveloppe régionale pour la période 2021-2031 comprend une part de solidarité régionale pour les projets dits d'envergure et une part "territorialisée".

Pour le SCoT du Trégor, la surface consommée sur la période 2011-2021 selon l'outil Mode d'occupation des sols (MOS) est de 371 ha et **l'enveloppe foncière affectée au territoire par le SRADDET pour la période 2021-2031 est de 203 ha**.

- Il convient donc de faire évoluer le SCoT du Trégor afin de prendre en compte la trajectoire ZAN telle que fixée par le SRADDET pour le SCOT du Trégor.

Par dérogation aux articles L. 143-29 à L. 143-36 du code de l'urbanisme, telle que prévue par la législation (*cf plus haut*), certaines orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et du Document d'objectifs et d'orientations (DOO) du SCoT du Trégor doivent être revues pour traduire l'objectif du SRADDET et de la loi Climat via une procédure de modification simplifiée.

La présente procédure de modification simplifiée a donc pour unique objet, comme le permet l'article 194, IV, 5° de la loi "Climat et résilience" de prendre en compte les objectifs mentionnés à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales.

- Aussi, par arrêté n° 24-03 du 22 janvier 2024 le Président de Lannion-Trégor Communauté a prescrit le **lancement de la procédure de modification simplifiée n°1 du SCoT du Trégor** afin d'intégrer les objectifs de réduction du rythme de l'artificialisation des sols issus de la loi Climat et résilience du 22 août 2021 tels que traduits dans le SRADDET de Bretagne2:

1.3. La procédure de modification simplifiée du SCoT

La procédure de modification simplifiée du SCOT est régie par les articles L143-33, L143-38 et L143-39 du code de l'urbanisme.

Article L143-33 : *La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 qui établit le projet de modification. Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public, le président de l'établissement public notifie le projet de modification à l'autorité administrative compétente de l'Etat et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8. Lorsque le projet de modification prévoit la création d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles, il est également soumis aux avis prévus au 5° de l'article L. 143-20.*

Article L143-38 : *Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.*

Ces observations sont enregistrées et conservées.

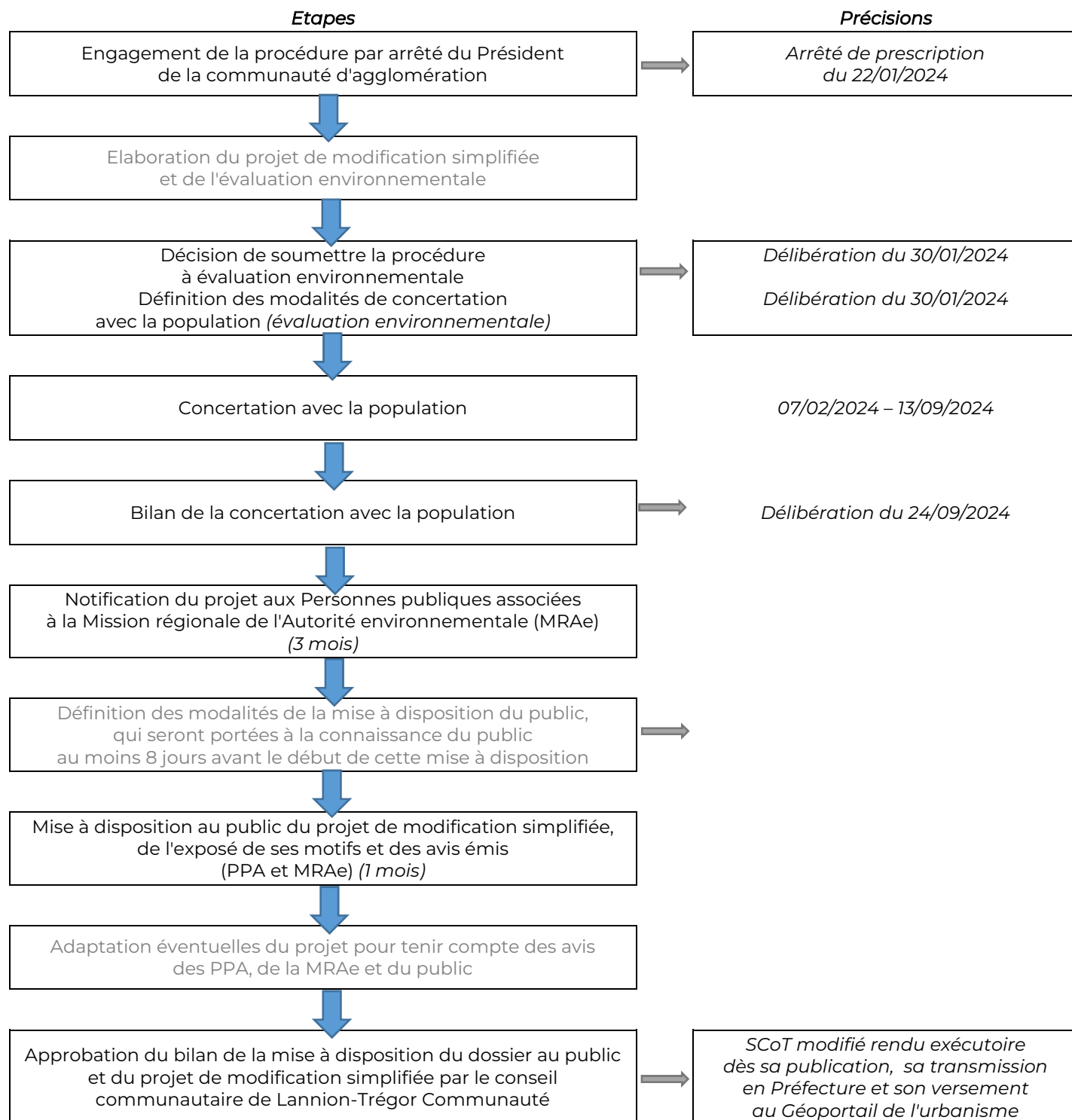
Les modalités de la mise à disposition sont précisées par l'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un schéma de cohérence territoriale n'intéresse que certains établissements publics de coopération intercommunale ou certaines communes dont le territoire est inclus dans le périmètre du schéma, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces établissements ou communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui en délibère et adopte le projet, le cas échéant modifié pour tenir compte des avis émis et des observations formulées lors de la mise à disposition.

Article L143-39 : *L'acte approuvant la modification simplifiée devient exécutoire dès sa publication et sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131- 1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

Son déroulé est synthétisé comme suit :



A noter qu'en application des articles R.104-8 et R.104-33 du code de l'urbanisme, le conseil communautaire a décidé, par délibération du 30 janvier 2024, de soumettre la modification n°1 du SCoT du Trégor à évaluation environnementale, sans passer par l'examen au cas par cas de la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE).

En effet, le SCoT du Trégor a fait l'objet d'une évaluation environnementale au moment de son élaboration.

Cependant, la procédure de modification simplifiée aura une incidence importante sur les espaces naturels agricoles et forestiers et les paysages, mais de manière positive du fait de

la diminution de la consommation d'espaces engendrée. Les conclusions de l'évaluation environnementale réalisée initialement doivent ainsi être revues et actualisées.

A ce titre, la procédure de modification simplifiée du SCoT fait également l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Les modalités de concertation ont été fixées par délibération du conseil communautaire du 30 janvier 2024.

Les objectifs de cette concertation sont de :

- Donner l'information sur le projet de modification simplifiée du SCoT ;
- Alimenter la réflexion et l'enrichir en conservant les observations et propositions formulées
- Favoriser l'appropriation par l'ensemble des acteurs ;
- Mobiliser autant que possible tous les habitants, les associations ou les autres personnes concernées par des modalités adaptées.

Le bilan de cette concertation a été tiré par délibération du 24 septembre 2024.

2 - La modification simplifiée du SCoT du Trégor

2.1 Les objectifs de la procédure de modification simplifiée du SCoT

- Le SCoT doit, d'ici le 22 février 2027, fixer l'objectif de réduction du rythme de l'artificialisation des sols à l'échelle de son territoire, au travers de la déclinaison des objectifs régionaux du SRADDET.

- Le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du SCoT approuvé le 4 février 2020 vise une trajectoire démographique "ambitieuse et soutenable" d'une population de 117 000 habitants en 2040, justifiée dans le rapport de présentation par un taux de croissance annuel projeté de 0.6%.

Cependant, ces perspectives doivent être réactualisées, notamment compte tenu des dynamiques démographiques observées au vu des objectifs énoncés dans le SCoT (690 logements annuels) et dans le Programme Local de l'habitat (PLH) en vigueur (710 logements/an).

En effet, ont notamment été constatées :

- Une population permanente en stagnation depuis 10 ans ;
- Une mutation des compositions familiales avec une très forte hausse des personnes seules, mais aussi des familles monoparentales au détriment des couples avec enfants ;
- Un renforcement de la tension du marché observable par la hausse des prix avec pour conséquence une difficulté de maintien des familles ;
- Un vieillissement accéléré et amené à se poursuivre dans les prochaines décennies.

Fort de ce constat, le SCoT retient désormais un objectif démographique de **+ 0.23 % de croissance annuelle** moyenne entre 2025 et 2040, soit un objectif annuel de production de **500 logements**, niveau nécessaire pour une dynamique de construction modérée au regard du poids démographique du territoire. Ce taux a été projeté à partir de la population constatée par le recensement de 2024 (*Recensement population INSEE 2020*), millésime le plus récent disponible à ce stade de la procédure de modification simplifiée. La population en 2040 s'élèverait ainsi à près de 104 000 habitants.

Ce rythme de croissance s'inscrit notamment dans les perspectives démographiques OMPHALE à l'échelle du département, qui prévoient :

- Une croissance modérée à l'échelle départementale à horizon 2050 : + 0,26 % (dans la tendance de la décennie passée)
- Une forte contribution migratoire (+0,6 %) qui compenserait un solde naturel négatif (-0,25%).

Dans ces perspectives, la construction de **500 logements par an** à laquelle s'ajoutent 50 logements sortis de la vacance chaque année permettrait d'accompagner un léger accueil démographique de l'ordre de **380 habitants par an**.

Ces projections trouvent leur justification dans le point 2-2-2.

- Le SCoT du Trégor approuvé le 4 février 2020 contient une orientation (1-1-3) fixant aux documents d'urbanisme locaux une limite de la consommation des espaces naturels et agricoles à **689 ha au maximum, entre 2020 et 2040**.

Cet objectif est décliné :

- par vocation = habitat : 427 ha - économie : 168 ha - équipements - infrastructures : 94 ha.
- et par secteurs géographiques selon l'armature territoriale du SCoT = Lannion, Perros-Guirec, Tréguier, Pléstin-les-Grèves, Presqu'île de Lézardrieux, Plouaret et Cavan.

Cette enveloppe correspond à une réduction de la consommation foncière de 50 % par rapport à celle constatée entre 2008 et 2018.

Cette orientation du DOO est revue pour traduire l'objectif d'enveloppe foncière allouée au territoire par le SRADDET de 203 ha pour la période 2021-2031. Par extrapolation, une enveloppe de 101.5 ha est fixée pour la décennie suivante 2031-2041. Cet objectif est justifié dans le point 2.2.1.

Toute autre orientation du DOO faisant référence à ces enveloppes foncières (de manière globale ou thématique) est corrigée pour tenir compte des nouvelles répartitions.

- Le SCoT approuvé le 4 février 2020 dispose également d'une orientation sur le nombre de logements à réaliser qui doit être retranscrit dans les documents d'urbanisme locaux, à savoir : 13 800 nouveaux logements entre 2020 et 2040 ; ces objectifs sont déclinés par commune.

Compte tenu des nouveaux objectifs de réduction de la consommation foncière et de l'artificialisation des sols, cette orientation est modifiée. La méthodologie de cette répartition foncière dédiée à l'habitat est présentée dans le point 2.2.2.

Toute autre orientation du DOO faisant référence à cet objectif de logements est corrigée pour tenir compte de la nouvelle territorialisation habitat:

- Une autre orientation permet le développement par extension des espaces d'activités stratégiques, de proximité et aquacoles ainsi que les espaces commerciaux de périphérie représentant une surface totale de 168 ha déclinée par secteurs géographiques. Ces enveloppes foncières territorialisées peuvent faire l'objet de redéploiement secteur par secteur dans la limite de 156 ha (espaces commerciaux de périphérie non compris : 12 hectare possibles en extension).

Cette orientation du DOO est revue pour traduire l'objectif d'enveloppe foncière allouée au territoire par le SRADDET après analyse des besoins en termes de développement économique qui font état d'une première estimation d'objectif de consommation d'ENAF de 45 ha pour la période 2021- 2041. La territorialisation de l'enveloppe foncière dédiée à l'économie est justifiée au point 2.2.3.

Toute autre orientation du DOO faisant référence à cette enveloppe foncière à vocation économie est corrigée pour tenir compte du nouvel objectif de consommation.

- De manière générale, toute orientation du DOO induisant une consommation d'ENAF (liée à des équipements, infrastructures notamment) est modifiée pour traduire l'objectif d'enveloppe foncière allouée au territoire par le SRADDET.

2. 2 Justification des choix et méthodologie de répartition de l'enveloppe foncière

2.2.1 - L'enveloppe foncière allouée au territoire

Comme mentionné plus haut, la modification du SRADDET s'est appuyée sur les travaux d'un collectif Région-territoires de SCoT, menés durant 2 ans sur les modalités de territorialisation du ZAN en Bretagne.

La composition de l'enveloppe foncière allouée à la région Bretagne de près de 9 000 ha régionale comprend une part de solidarité régionale pour les projets dits d'envergure de l'ordre de 1 100 ha et une part "territorialisée" de 7 900 ha.

C'est sur cette "part territorialisée" qu'une enveloppe de consommation foncière a été affectée à chaque territoire de SCoT sur la base :

- des orientations de répartition issues de la conférence Région-territoires de SCoT ;
- des dispositions du décret du 29 avril 2022 sur l'intégration et la déclinaison des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols dans les SRADDET.

Art. R. 4251-3. du code de l'urbanisme : " Les objectifs en matière de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols sont définis et sont territorialement déclinés en considérant :

- 1° Les enjeux de préservation, de valorisation, de remise en bon état et de restauration des espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que des continuités écologiques ;*
- 2° Le potentiel foncier mobilisable dans les espaces déjà artificialisés, en particulier par l'optimisation de la densité, le renouvellement urbain et la réhabilitation des friches ;*
- 3° L'équilibre du territoire, en tenant compte des pôles urbains, du maillage des infrastructures et des enjeux de désenclavement rural*
- 4° Les dynamiques démographiques et économiques prévisibles au vu notamment des données disponibles et des besoins identifiés sur les territoires."*

Ainsi, pour le SCoT du Trégor, la surface consommée durant la période 2011-2021 selon l'outil Mode d'occupation des sols (MOS) a été de 371 ha ; **l'enveloppe foncière affectée au territoire par le SRADDET pour la période 2021-2031 est de 203 ha.**

Il a été retenu de travailler sur un **compte foncier global de 304.5 ha** sur la période d'application du SCoT prévue jusqu'en 2040, réparti comme suit :

- **203 ha** sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ;
- **101.5 ha** estimés sur la période 2031-2041 correspondant à un objectif d'artificialisation des sols (-50% de la consommation de la décennie précédente) en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050.

Cette **enveloppe foncière de 304.5 ha** a été affectée localement à chaque grande thématique selon les besoins identifiés décrits dans les parties ci-après :

- **Comptes fonciers communaux** : habitat (*production de logements*) et équipements communaux : **203 ha**
- **Economie** (*accueil d'activités dans les parcs économiques communautaires*) : **45 ha**
- **Equipements – Infrastructures d'intérêt communautaire** (*accueil d'équipements et d'infrastructures*) : **56 ha**

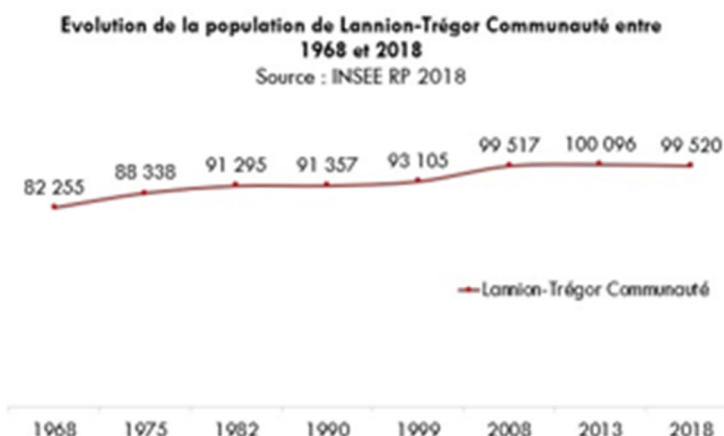
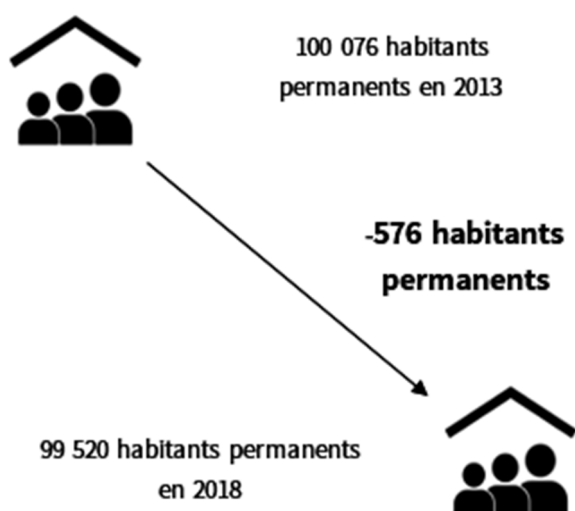
2.2.2 – L'objectif de production de logements et l'enveloppe foncière habitat

• Le scénario démographique retenu

- Le SCoT en vigueur affiche une trajectoire démographique d'une population de 117 000 habitants en 2040, justifiée dans le rapport de présentation par un taux de croissance annuel projeté de 0.6%.

Cependant, depuis l'approbation du SCoT en février 2020 et la publication de données actualisées sur le volet démographique notamment par l'Insee, les constats suivants ont pu être réalisés :

- Une population permanente en stagnation depuis 10 ans ;
- Une mutation des compositions familiales avec une très forte hausse des personnes seules, mais aussi des familles monoparentales au détriment des couples avec enfants ;
- Un vieillissement accéléré et amené à se poursuivre dans les prochaines décennies.
- Un renforcement de la tension du marché du logement observable notamment par la hausse des prix et la faible disponibilité de logements locatifs à l'année avec pour conséquence une difficulté de maintien des familles et d'accueil de jeunes actifs.



- Il convient donc de revoir le scénario démographique, base de l'objectif de production de logements, en s'appuyant sur ces observations et sur les données de population constatées par le recensement de 2024 (*Recensement population INSEE 2020*), millésime le plus récent disponible à ce stade de la procédure de modification simplifiée : 100 200 habitants.

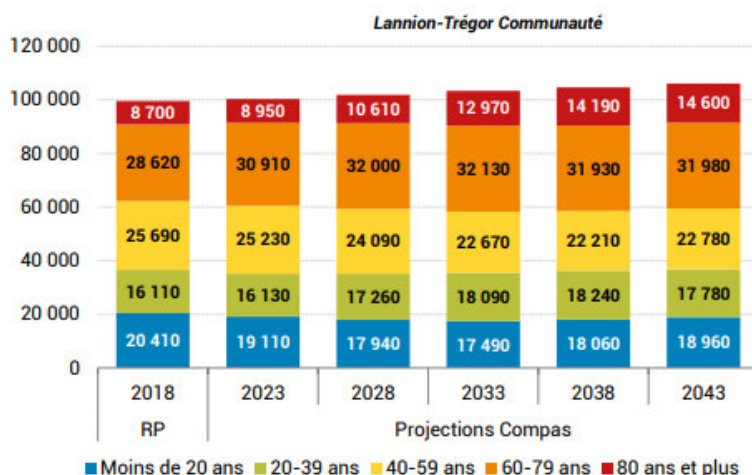
Ces projections ont également été alimentées par les perspectives démographiques OMPHALE à l'échelle du département des Côtes d'Armor, qui prévoient :

- Une croissance modérée à l'échelle départementale à horizon 2050 : + 0,26 % (dans la tendance de la décennie passée),
- Une forte contribution migratoire (+0,6 %) qui compenserait un solde naturel négatif (-0,25%).

A titre d'illustration, les travaux de projection de population issus des travaux de l'Insee confirment une baisse du taux de croissance démographique :

Projection de la population à l'horizon 2043 par classe d'âge

Source : Insee, RP 2018 - Traitements & projections © Compas



D'ici 2043, Lannion-Trégor Communauté pourrait gagner 6 570 habitants (+7% par rapport au dernier recensement). L'évolution la plus importante en effectif concerne les 80 ans et plus (+5 900 personnes) et c'est aussi le cas en valeur relative (+68%).

Compte-tenu des constats établis et des projections réalisées sur la démographie du Trégor, le SCoT retient ainsi un objectif démographique de **+ 0.23 % de croissance annuelle** entre 2025 et 2040, soit environ 380 habitants par an.

La population en 2040 s'élèverait ainsi à près de 104 000 habitants.

• L'objectif de production de logements

Compte tenu de l'évolution de la trajectoire démographique retenue, il appartient de faire évoluer l'objectif de production de logements en lien avec ce scénario d'évolution de la population.

Il convient de rappeler dans un premier temps que l'enveloppe foncière dédiée aux communes s'élève à **203 ha**. Ce compte foncier ayant comme objectif principal la thématique habitat, sa ventilation s'appuie sur la répartition de la production de logements entre communes.

De fait, le compte foncier communal se base sur les principes de territorialisation inscrits au SCoT en vigueur, à savoir :

- 50% de la production de logements au sein des pôles de l'armature territoriale, afin de conforter leur offre de services
- 50% de la production restant distribué en fonction du poids de la population, du nombre d'emplois, du nombre de services proposés.
- Une pondération réalisée pour tenir compte du taux de vacance et de la carence en logements locatifs sociaux pour les communes SRU.

Si cette clef de répartition est maintenue, il apparaît nécessaire néanmoins de réévaluer les objectifs quantitatifs.

En effet, l'analyse de la production de logements sur la période 2020-2023 a permis de constater que les objectifs énoncés dans le SCOT approuvé le 4 février 2020 (690 logements annuels) et dans le Programme local de l'habitat en vigueur (710 logements / an) semblaient ambitieux au vu des dynamiques démographiques observées (*cf. plus haut*).

La mise en rapport entre le nombre de logements commencés annuellement entre 2014 et 2020 et les dynamiques à l'œuvre sur le parc et l'évolution des ménages, permet d'identifier le "point-mort" rétrospectif, c'est-à-dire le nombre de logements qui ont été nécessaires pour maintenir la population à un niveau similaire entre ces deux dates.

Sur l'ensemble du Trégor, entre 2014 et 2020, 503 logements neufs ont été livrés en moyenne par an. Cette croissance de parc est aussi alimentée par la reconquête d'une soixantaine de logements vacants par an.

Avec un objectif démographique de **+ 0.23 % de croissance annuelle** moyenne entre 2025 et 2040, le SCOT retient ainsi un objectif annuel de production de **500 logements**, niveau nécessaire pour une dynamique de construction modérée au regard du poids démographique du territoire.

Aussi, l'identification des besoins en logements s'est notamment basée sur les critères suivants :

Critères d'identification des besoins	Nombre de logements estimés par an
Besoins annuels liés au desserrement des ménages (construction neuve, renouvellement urbain, ...)	235 logements
Poursuite de la baisse du taux de vacance par la reconquête de logements vacants structurels permettant de viser un taux de vacance à terme de 6,7 %,	50 logements
Hausse plus limitée du nombre de résidences secondaires selon un rythme trois fois moins conséquent qu'aujourd'hui, en vue de tendre vers un taux stabilisé à terme à 23,9 %.	120 unités
Besoins annuels liés à l'accompagnement de la croissance démographique	95 logements

Le besoin de **500 logements par an** distribué en fonction de la répartition par armature affichée au SCOT est développé ci-après :

Armature SCOT	Part de la programmation inscrite au SCOT	Objectif cible de production de logement / an (sur la base de répartition) SCOT)
LTC	100%	500
Pôle urbain principal	25%	125
Pôles urbains secondaires (Perros-Guirec / Tréguier + Minihiy)	14%	69
Pôles relais (Cavan, Plestin, Plouaret+Vieux-Marché, Lézardrieux)	11%	57
Centralités communales	50%	249

50% dans les pôles

• L'enveloppe foncière dédiée à l'habitat

La territorialisation du foncier basée sur l'objectif de logements a ensuite été pondérée par la prise en compte des capacités de chaque enveloppe urbaine communale d'accueillir des logements par renouvellement urbain et densification sans consommation d'ENAF ("gisements" fonciers recensés dans un référentiel foncier habitat établi dans le cadre du PLUi-H).

La loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux a par ailleurs prévu des adaptations pour faciliter l'atteinte des objectifs d'atteinte du ZAN en 2050 et plus particulièrement leur déclinaison territoriale dans les documents de planification et d'urbanisme.

Dans ce contexte, une **garantie dite "communale" d'1 ha** de consommation foncière a été octroyée aux communes rurales. Les travaux de territorialisation foncière ont également tenu compte de cette garantie communale qui concerne 22 communes du territoire, induisant une consommation supplémentaire de 11 hectares. Cette attribution foncière supplémentaire n'a pas été répercutée sur les autres communes.

La répartition de l'objectif de production des **7 532 logements** et de l'enveloppe foncière dite communale de **211 ha** est décrite dans le tableau ci-après :

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS A 2040
LANNION	LANNION	1 725
	PLOUBEZRE	382
	PLOULEC'H	90
	ROSPEZ	105
	Sous-Total	2 302
PERROS GUIREC	PERROS GUIREC	643
	KERMARIA-SULARD	54
	LOUANNEC	158
	PLEUMEUR-BODOU	438
	SAINT-QUAY-PERROS	75
	TREBEURDEN	372
	TREGASTEL	165
	TRELEVERN	75
	TREVOU-TREGUIGNEC	90
	Sous-Total	2 070
PLESTIN-LES-GREVES	PLESTIN-LES-GREVES	290
	LANVELLEC	43
	PLOUMILLIAU	152
	PLOUZELAMBRE	11
	PLUFUR	33
	SAINT-MICHEL-EN-GREV	33
	TREDREZ-LOCQUEMEAU	92
	TREDUDER	11
	TREMEL	27
	Sous-Total	692

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS A 2040
TRÉGUIER	TRÉGUIER	190
	MINIHY-TRÉGUIER	152
	CAMLEZ	49
	COATRÉVEN	27
	LA ROCHE-JAUDY	196
	LANGOAT	54
	LANMÉRIN	27
	PENVÉNAN	185
	PLOUGRESCANT	87
	PLOUGUIEL	87
	TRÉZÉNY	16
	TROGUÉRY	11
	Sous-Total	1 081
PRESQU'ÎLE DE LEZARDRIEUX	LEZARDRIEUX	130
	KERBORS	16
	LANMODEZ	27
	PLEUBIAN	163
	PLEUDANIEL	33
	PLEUMEUR-GAUTIER	82
	TREDARZEC	49
	Sous-Total	500

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS A 2040
PLOUARET	PLOUARET	174
	LE VIEUX-MARCHE	114
	LOGUIVY-PLOUGRAS	65
	PLOUGRAS	22
	PLOUNERIN	38
	PLOUNEVEZ-MOEDÉC	76
	TREGROM	22
	Sous-Total	511
CAVAN	CAVAN	136
	BERHET	11
	AOUENNEC-LANVEZEA	38
	COATASCORN	11
	MANTALLOT	11
	PLUZUNET	33
	PRAT	54
	QUEMPERVEN	22
	TONQUEDEC	60
	Sous-Total	376

2.2.3 – Les besoins en matière d'activités économique et l'enveloppe foncière économie

L'identification des besoins en matière d'activités économique s'appuie sur les éléments suivants :

- les gisements fonciers et potentiels de densification théoriques consommants, observés au sein des parcs d'activités communautaires, représentant une superficie de l'ordre de 15 ha bruts (mais faisant abstraction des rétentions foncières, des aménagements non réalisables etc.),
- les besoins recensés auprès des entreprises économiques,
- un schéma de développement économique réalisé en 2023 en lien avec les travaux du PLUi-H,
- et un objectif de modération de la consommation foncière.

La méthode prospective déployée dans le schéma de développement économique a croisé 3 grandes variables en vue de définir la stratégie économique optimum à 2040 :

- Les opportunités foncières et immobilières qui représentent la surface à artificialiser, à densifier, les friches à requalifier ainsi que l'immobilier déjà existant,
- Le potentiel du bassin d'emploi qui prend en compte le profil des actifs et les réserves de travailleurs dont dispose le territoire,
- Les filières stratégiques à horizon 2040, déterminées à partir des atouts actuels du territoire.

Cette stratégie foncière économique a ainsi mis en évidence un besoin d'enveloppe foncière de **45 ha** pour accueillir de nouvelles activités au sein des parcs d'activités économiques communautaire.

Cette évaluation des besoins fonciers en extension a été établie par secteur d'activité : Industriel - Artisanat de production et prestation de la construction - Activité tertiaires - Commerce de détail, hébergement, restauration - Commerce de gros et GMS.

Le développement par extension pourra ainsi être permis dans les limites suivantes selon la typologie des espaces d'activités du Trégor :

LIEU	ESPACES D'ACTIVITÉS STRATEGIQUES	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Cavan	Kerbiquet	23,2	8
Lannion	Pégase	155	2,2
Lannion	Pégase V	17,2	0
Minihy- Tréguier	Convenant Vraz	22,3	5,95
Pleudaniel	Kerantour	12,3	4,7
Pleumeur- Bodou	Phoenix	26,3	0
Ploumilliau	La Croix Rouge	17,7	3,97
Plounévez- Moëdec / Loguivy- Plougras / Plounérin	Beg ar C'hra	16,9	4
TOTAL		290,9	28,85

	ESPACES D'ACTIVITÉS DE PROXIMITÉ	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Camlez	Croas ar Braban	10,6	2,5
Kermaria-Sulard	Brielec	5,1	0
Lannion	Buhulien	13,6	0
La Roche-Jaudy	Kerverzot	10,8	0
Le Vieux-Marché	Park an Itron	5,6	0
Lézardrieux	Kerscavet	6,6	0
Louannec	Mabiliès	6,3	1,3
Penvénan	Pen ar Guer	4,2	3,08
Perros-Guirec	Kergadic	15,4	0,73
Plestin-les-Grèves	Le Châtel	4,5	2,8
Plestin-les-Grèves	Poul Guillou (hors ECP)	0	0
Pleubian	L'Armor /Pen Lan	5,1	0
Pleumeur-Gautier	Presqu'île	11,3	4,5
Plouaret	Gare	2,5	0
Pluzunet	Valorys	10,7*	0
Trébeurden	Garen an Itron	5,6	0
Trégastel	Le Dolmen	5,9	0
TOTAL		123,8	14,91
<i>*hors serres agricoles, qui ne sont pas constitutives de l'espace d'activités.</i>			

LIEU	ESPACES D'ACTIVITÉS AQUACOLLES	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Lanmodez	Min er Goas	1,8	0
Plougrescant	Beg Vilin	1,9	1
TOTAL		3,7	1

LIEU	ESPACES COMMERCIAUX DE PÉRIPHÉRIE	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Lannion /Ploulec'h	Bel-Air	16,1	0
Lannion / Saint-Quay-Perros	Kéringant	23,5	0
Lannion	La Résistance /Le Rusquet	41,5	0
Lannion	Saint-Marc	15	0
Minihy-Tréguier	Kerfolic	21	0
Perros-Guirec	Kerabram	1,4	0
Plestin-les-Grèves	Poul Guillou	3,2	0
Pleudaniel / Lézardrieux	Kerscavet Ouest	2,8	0
Plouaret	Général de Gaulle	0,8	0
Ploubezre	Parc Izelan	2,1	0
Saint-Quay-Perros	Saint-Méen - Kerviliec	10,5	0
Trégastel	Tourony	7,3	0
Tréguier	Saint-Michel	2,5	0
TOTAL		147,7	0

Des redéploiements de ces enveloppes foncières peuvent être mis en œuvre dans le respect d'une part de consommation foncière maximale suivante, secteur par secteur :

SECTEUR	CONSOMMATION FONCIÈRE MAXIMALE AUTORISÉE (HA)
Cavan	8
Lannion	2,20
Perros-Guirec	2,03
Plestin-les-Grèves	6,77
Presqu'île de Lézardrieux	9,23
Plouaret	4,00
Tréguier	12,53
TOTAL	44,76

2.2.4 – Les besoins en matière d'équipements et l'enveloppe foncière équipements

L'enveloppe foncière de 304.5 ha affectée localement à chaque grande thématique selon les besoins identifiés décrits dans les parties ci-dessus, prévoyait un compte de 56 ha pour répondre aux besoins d'équipements – Infrastructures d'intérêt communautaire (*accueil d'équipements et d'infrastructures*).

Cependant, compte-tenu des besoins réels identifiés (extensions de station d'épuration, unités de compostage, unités de traitement de l'eau potable, ...), la superficie nécessaire liées à ces projets d'équipements et d'infrastructures serait de 20.4 ha.

Aussi, l'enveloppe foncière serait ventilée comme suit :

CATÉGORIE	SURFACE (HA)
Comptes fonciers communaux : habitat (<i>production de logements</i>) et équipements communaux tenant compte de la garantie rurale <i>cf partie 2.2.2</i>	211
Economie (<i>accueil d'activités dans les parcs économiques communautaires</i>)	45
Equipements – Infrastructures d'intérêt communautaire (<i>accueil d'équipements et d'infrastructures</i>)	20.4
TOTAL	276 ha

Ces besoins identifiés représentent un **total de 276 ha**.

Il existe ainsi un différentiel de 28 ha par rapport au compte foncier général alloué au territoire dans le cadre du SRADDET. **Ces 28 ha correspondent à** des projets d'opérations d'habitat (tels que logements familiaux, habitat social, hébergements, habitat inclusif etc.) ou d'équipements/ infrastructures (tels que projets d'éoliennes, de postes de relèvement assainissement, d'aires d'accueil de gens du voyage, extension de cimetières etc.) en lien avec les besoins du territoire, non localisés à la date de la présente modification simplifiée du SCoT. Il appartiendra aux documents d'urbanisme communaux de définir les secteurs d'urbanisation ainsi que la vocation dévolue à cette superficie de 28 ha, dans le respect des enveloppes définies.

2.2.5 – Synthèse de la ventilation de l'enveloppe foncière

L'enveloppe foncière pour la période 2021-2040 est ventilée comme suit :

CATÉGORIE	SURFACE (HA)
Comptes fonciers communaux : habitat (<i>production de logements</i>) et équipements communaux tenant compte de la garantie rurale <i>cf partie 2.2.2</i>	211
Economie (<i>accueil d'activités dans les parcs économiques communautaires</i>)	45
Equipements – Infrastructures d'intérêt communautaire (<i>accueil d'équipements et d'infrastructures</i>)	20.4
Projets d'opérations d'habitat et d'équipements/infrastructures non localisés	28
TOTAL	304,4 ha

2.3 Pièces du SCOT du SCoT du Trégor modifiées et justifications des choix

En rouge : modifications apportées aux pièces du Scot en vigueur.

2.3.1 – Le rapport de présentation

Le rapport de présentation du SCoT est actualisé par la présente notice de la modification simplifiée qui lui sera annexée.

2.3.2– Le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) :

✓SCoT en vigueur :

Viser une trajectoire démographique ambitieuse et soutenable

Le Trégor bénéficie d'une croissance démographique depuis un demi-siècle, qui suit toutefois un rythme irrégulier, conséquence de cycles économiques très marqués dans les domaines des télécoms et de l'électronique. À cet aléa conjoncturel vont s'ajouter dans les prochaines années de nouveaux défis :

- une augmentation significative du nombre de personnes âgées et très âgées, qui amèneront des modes de vie et des besoins nouveaux ;
- la nécessité de maintenir la population plus jeune à un niveau suffisant pour permettre la mixité générationnelle désirée et contribuer au dynamisme économique du territoire.

Afin d'atteindre cet équilibre générationnel et de maintenir sa population active et son niveau de services, le territoire portera sa population à 117 000 habitants. Il veillera à mettre en adéquation cette croissance démographique avec la capacité d'accueil du territoire, notamment l'acceptabilité des milieux, en prévoyant tous les services, équipements et dispositions environnementales nécessaires.

Promouvoir un aménagement équilibré qui favorise les proximités

L'aménagement du Trégor devra permettre à chacun de ses habitants de trouver au plus près les réponses à ses besoins et à ses attentes. Ces proximités fondent le lien social et la qualité de vie dans le territoire. Elles traduisent aussi le développement équilibré et solidaire souhaité pour le Trégor.

Elles doivent être organisées en tenant compte des nouveaux modes de vie, qui modifient la forme des services

✂ SCoT modifié :

Afin d'atteindre cet équilibre générationnel et de maintenir sa population active et son niveau de services, le territoire portera sa population à près de 104 000 habitants.

✓SCoT en vigueur :

3.2. Mettre en œuvre une politique de l'habitat équilibrée et solidaire

Le parc de logements du Trégor se caractérise par la forte présence du logement pavillonnaire et la prééminence du statut de propriétaire occupant. Seules Lannion et Tréguier présentent un parc relativement varié par la taille des logements, le statut d'occupation et la part des logements locatifs sociaux. La vacance et la part de résidences secondaires varient beaucoup selon les secteurs, témoignant de la double identité rurale et littorale du territoire.

À cette diversité des situations s'ajoute une diversification des attentes et des enjeux autour du parc de logements :

- Le vieillissement de la population appelle à produire davantage de logements de taille moyenne ou de petite taille, et à les orienter au plus près des commerces et services.
- L'enjeu de la maîtrise de la consommation d'espace invite à construire davantage dans les centralités, et à faire évoluer les formes urbaines pratiquées jusqu'à présent.
- La transition énergétique impose d'engager un vaste chantier de modernisation du parc ancien, à échelonner d'ici 2050.

Objectifs / intentions

- Favoriser la production de logements au cœur des centralités et réduire de un point la vacance dans le parc ancien.
- Répondre à la diversification croissante des demandes, issue des évolutions démographiques et sociétales.
- Favoriser la mixité sociale dans le territoire.
- Développer les réponses adaptées à certains besoins spécifiques.

Ces grandes orientations de la politique locale du logement que fixe le SCoT à l'horizon 2040 doivent être précisées plus en détails et sur des périodes plus courtes par le PLUi et le PLH.

Pour répondre au besoin et réussir cette transition entre le parc actuel et le parc souhaité à l'horizon 2040, le territoire produira 13 800 logements nouveaux, dont 36 % au moins seront réalisés à l'intérieur des centralités. Il visera une densité moyenne de 18 logements par hectare dans les futures opérations en extension. Il engagera, enfin, un important programme de modernisation du parc existant.

Pour répondre au besoin et réussir cette transition entre le parc actuel et le parc souhaité à l'horizon 2040, le territoire produira **7 532** logements nouveaux, dont 36 % au moins seront réalisés à l'intérieur des centralités. Il visera **au minimum** une densité moyenne de 18 logements par hectare dans les futures opérations en extension. Il engagera, enfin, un important programme de modernisation du parc existant.

✓ **SCoT en vigueur :**

4.3. Assurer un usage maîtrisé et économe de l'espace

Le Trégor s'est aménagé depuis plusieurs décennies selon un modèle qui montre aujourd'hui ses limites et qu'il convient de corriger :

- L'urbanisation a consommé beaucoup d'espaces agricoles et naturels. La seule tâche urbaine dédiée à l'habitat a quadruplé en un siècle, et les deux dernières générations ont utilisé davantage de place que les cinquante

précédentes. Entre 2008 et 2018, ce sont 689 hectares qui ont été consommés, correspondant à un rythme moyen de 69 hectares par an : 48,7 pour l'habitat, 13,7 pour les activités économiques et 6,5 pour les équipements, infrastructures et carrières. Ils ont été prélevés principalement sur l'espace agricole (92 %).

- Les extensions urbaines se sont développées depuis toutes les centralités, mais aussi depuis les villages et petits écarts, posant des problèmes de fonctionnement des exploitations agricoles.
- La côte s'est urbanisée de façon importante, fragilisant plus qu'ailleurs le maintien des activités agricoles, et donnant à cet espace une vocation de plus en plus résidentielle. Les contentieux liés à la loi Littoral se sont multipliés, témoignant de la difficile cohabitation entre activités, habitants anciens et nouveaux arrivants.

Le territoire doit se doter d'un modèle de développement plus sobre. Un effort important sera réalisé dans le domaine de l'habitat, en divisant par deux le rythme d'urbanisation. En matière économique, le territoire s'engagera dans d'importantes opérations de renouvellement urbain, qui contribueront elles aussi à réduire le rythme de consommation d'espace. Ces objectifs sont précisés par le DOO.

⚡ **SCoT modifié :**

Entre 2018 et 2018, ce sont 689 hectares qui ont été consommés, correspondant à un rythme moyen de 69 hectares par an : 48,7 pour l'habitat, 13,7 pour les activités économiques et 6,5 pour les équipements, infrastructures et carrières. Ils ont été prélevés principalement sur l'espace agricole (92 %).

L'actualisation de l'occupation du sol sur la période 2011 – 2021 selon l'outil d'observation du foncier "Mode d'occupation du sol" (MOS) déployé en Bretagne a mis en évidence une consommation de 371 hectares soit une moyenne de 37,2 hectares par an : 22,5 ha pour l'habitat, 6,8 ha pour les activités économiques et 7,9 ha pour les équipements, infrastructures, urbanisation mixte (habitat/tertiaire, bâti divers, ...) et carrières.

2.3.3 – Le document d'objectifs et d'orientations (DOO) :

✓ **SCoT en vigueur :**

1.1.3. La maîtrise de la consommation d'espaces naturels et agricoles

Les différents secteurs du Trégor présentent des enjeux, des tissus urbains et donc des besoins fonciers différents :

- Le secteur de Lannion est le plus peuplé du Trégor. Il abrite de nombreux équipements et services de rayonnement élargi, ainsi que les principaux pôles d'emplois. Il doit accueillir une grande partie du développement futur, et notamment 4 200 nouveaux logements (2.2.1). Le tissu urbain de ses communes permet de réaliser 40 % de cette production par densification et de réaliser des opérations plus denses qu'ailleurs. Il est en outre programmé un développement des équipements et services (2.1) et des activités économiques (2.4) qui nécessite de mobiliser l'enveloppe foncière correspondante.
- Le secteur de Perros-Guirec accueille lui-aussi une part importante des habitants du Trégor et des fonctions qui rayonnent au-delà de son territoire. Le surcroît de population estivale qui le caractérise appelle un niveau d'équipements élevé. Il est prévu d'y réaliser 3 770 logements, dont 40 % par densification. Les équipements, infrastructures et espaces d'activités sont programmés en proportion, afin de maîtriser les déplacements.
- Le secteur de Tréguier est plus rural, mais accueille l'un des pôles secondaires appelés à structurer le territoire. Il est donc prévu d'y réaliser 1 990 logements, dont 35,1% pourront prendre place en densification. Les équipements, infrastructures et espaces d'activités nécessitent une enveloppe foncière un peu plus conséquente que dans les secteurs moins peuplés du Trégor.
- Le secteur de Plestin-les-Grèves est moins peuplé que les trois premiers. Sa population augmente en saison du fait de son attractivité touristique. Il doit accueillir 1 290 logements nouveaux. C'est le secteur qui présente les tissus urbains les moins propices à la densification, mais il est prévu tout de même de réaliser 29,9 % de la production sur ce mode.
- Le secteur de la Presqu'île de Lézardrieux se caractérise par sa forte dominante agricole. 920 logements y seront construits, dont 35,1 % en densification. Les besoins pour l'économie sont moindres que dans les autres secteurs.
- Le secteur de Plouaret est lui aussi composé de communes rurales. Il accueillera 940 nouveaux logements, dont 40 % par densification. Il est prévu d'y développer l'Espace d'activités stratégique de Beg ar C'hra, afin de rééquilibrer l'emploi sur le territoire. Les besoins en équipements et infrastructures sont quant à eux plus modestes.
- Le secteur de Cavan est le moins peuplé du Trégor. Il est prévu d'y réaliser 690 logements nouveaux, dont 32,7 % par densification, et d'y développer l'Espace d'activités stratégique de Kerbiquet. Les besoins pour les équipements et infrastructures sont moindres.

1.1.3. La maîtrise de la consommation d'espaces naturels et agricoles

ORIENTATIONS

→ Les documents d'urbanisme locaux limitent la consommation d'espaces agricoles et naturels à 689 hectares, au maximum, entre 2020 et 2040. Cet objectif est décliné par secteurs :

Les orientations relatives aux modes d'urbanisation (3.1), aux équipements économiques (2.4) et aux infrastructures de déplacements (2.5) déclinent les moyens prévus pour atteindre ces objectifs.

SECTEUR	HABITAT	ÉCONOMIE	ÉQUIPEMENTS INFRA- STRUCTURES	TOTAL
Secteur Lannion	99,3	23,6	35,9	158,8
Secteur Perros	105,9	38,4	11,4	155,7
Secteur de Tréguier	73	28,4	13,9	115,3
Secteur Plestin	49,7	16,8	6,5	73
Secteur Presqu'île	35,7	15	7,9	58,6
Secteur Plouaret	35,1	20	13	68,1
Secteur de Cavan	28,4	26	5,5	59,9
TOTAL	427	168	94	689

Ces enveloppes permettent de maîtriser la consommation d'espaces naturels et agricoles, réduite de 50 % par rapport à celle constatée entre 2008 et 2018, et de répondre aux enjeux du territoire.

Les documents d'urbanisme locaux organisent l'ouverture à l'urbanisation progressive des espaces prévus ci-avant, en prenant notamment en considération les objectifs de production de logements par densification (cf. 3.2.1.).

SCoT modifié :

Les différents secteurs du Trégor présentent des enjeux, des tissus urbains et donc des besoins fonciers différents :

- Le secteur de Lannion est le plus peuplé du Trégor. Il abrite de nombreux équipements et services de rayonnement élargi, ainsi que les principaux pôles d'emplois. Il doit accueillir une grande partie du développement futur, et notamment **2 302** nouveaux logements (2.2.1). Le tissu urbain de ses communes permet de réaliser 40 % de cette production **minimum** par densification et de réaliser des opérations plus denses qu'ailleurs. Il est en outre programmé un développement des équipements et services (2.1) et des activités économiques (2.4) qui nécessite de mobiliser l'enveloppe foncière correspondante.
- Le secteur de Perros-Guirec accueille lui-aussi une part importante des habitants du Trégor et des fonctions qui rayonnent au-delà de son territoire. Le surcroît de population estivale qui le caractérise appelle un niveau d'équipements élevé. Il est prévu d'y réaliser **2 070** logements, dont 40 % **minimum** par densification. Les équipements, infrastructures et espaces d'activités sont programmés en proportion, afin de maîtriser les déplacements.
- Le secteur de Tréguier est plus rural, mais accueille l'un des pôles secondaires appelés à structurer le territoire. Il est donc prévu d'y réaliser **1 081** logements, dont 35,1% **minimum** pourront prendre place en densification. Les équipements, infrastructures et espaces d'activités nécessitent une enveloppe foncière un peu plus conséquente que dans les secteurs moins peuplés du Trégor.
- Le secteur de Plestin-les-Grèves est moins peuplé que les trois premiers. Sa population augmente en saison du fait de son attractivité touristique. Il doit accueillir **692** logements nouveaux. C'est le secteur qui présente les tissus urbains les moins propices à la densification, mais il est prévu tout de même de réaliser 29,9 % **minimum** de la production sur ce mode.
- Le secteur de la Presqu'île de Lézardrieux se caractérise par sa forte dominante agricole. **500** logements y seront construits, dont 35,1 % **minimum** en densification. **Il est prévu d'y développer l'Espace d'activités stratégiques de Kerantour ainsi que les Espaces d'activités de proximité de la Presqu'île et de Cros ar Braban.**

- Le secteur de Plouaret est lui aussi composé de communes rurales. Il accueillera **511** nouveaux logements, dont 40 % **minimum** par densification. Il est prévu d'y développer l'Espace d'activités stratégiques de Beg ar C'hra, afin de rééquilibrer l'emploi sur le territoire. Les besoins en équipements et infrastructures sont quant à eux plus modestes.
- Le secteur de Cavan est le moins peuplé du Trégor. Il est prévu d'y réaliser **376** logements nouveaux, dont 32,7 % **minimum** par densification, et d'y développer l'Espace d'activités stratégiques de Kerbiquet. Les besoins pour les équipements et infrastructures sont moindres.

Orientations :

→ Les documents d'urbanisme locaux limitent la consommation d'espaces agricoles et naturels à **304 hectares, au maximum, entre 2021 et 2041**. Cet objectif est décliné par secteurs :

Une enveloppe de 211 ha est dédiée à l'habitat, 45 ha à l'économie et 20 ha aux équipements infrastructures, soit 276 ha au total.

Il existe ainsi un **différentiel de 28 ha** par rapport au compte foncier général alloué au territoire dans le cadre du SRADDET. Ces 28 ha correspondent à **des projets d'opérations d'habitat** (tels que logements familiaux, habitat social, hébergements, habitat inclusif etc.) **ou d'équipements/infrastructures** (tels que projets d'éoliennes, de postes de relèvement assainissement, d'aires d'accueil de gens du voyage etc.) en lien avec les besoins du territoire, non localisés à la date de la présente modification simplifiée du SCoT. Il appartient aux documents d'urbanisme communaux de définir les secteurs d'urbanisation ainsi que la vocation dévolue à cette superficie de 28 ha, dans le respect des enveloppes définies.

Les orientations relatives aux modes d'urbanisation (3.1), aux équipements économiques (2.4) et aux infrastructures de déplacements (2.5) déclinent les moyens prévus pour atteindre ces objectifs.

SECTEUR	HABITAT	ECONOMIE	EQUIPEMENTS INFRASTRUCTURES	(HA)	SUPERFICIE A REPARTIR	TOTAL (HA)
Secteur Lannion	65,4	8,0	10,5	83,8	28	
Secteur Perros	53	2,2	6,1	61,7		
Secteur Tréguier	32	2,0	1,2	35,2		
Secteur Plestin	20	6,8	0,9	27,6		
Secteur Presqu'île	14	9,2	1,8	25,0		
Secteur Plouaret	13	4,0	0,0	17,0		
Secteur Cavan	13	12,5	0,0	25,5		
TOTAL	211	44,8	20,4	276	28	304

Ces enveloppes permettent de maîtriser la consommation d'espaces naturels et agricoles, et de répondre aux enjeux du territoire en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050, comme suit :

- **203 ha** sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers tel que décliné dans le SRADDET ;
- **101,5 ha** estimés sur la période 2031-2041 c'est-à-dire 50% de la consommation de la décennie précédente 2021-2031 (correspondant à un objectif d'artificialisation des sols).

Les documents d'urbanisme locaux organisent l'ouverture à l'urbanisation progressive des espaces prévus ci-avant, en prenant notamment en considération les objectifs de production de logements par densification (cf. 3.2.1.).

✓ SCoT en vigueur :

2.2. L'Habitat

Pour répondre à sa croissance démographique, au vieillissement et aux nouveaux modes de vie, le Trégor doit faire évoluer son parc de logements.

2.2.1. La production de logements à réaliser

Afin de répondre aux besoins de la population, les documents d'urbanisme locaux prévoient la construction de 13 800 nouveaux logements entre 2020 et 2040. La réalisation de ces objectifs est conditionnée au respect des orientations du DOO en matière d'assainissement des eaux usées (1.2.1) et de maîtrise des prélèvements d'eau potable (1.2.3).

Les objectifs sont déclinés par commune. Il peut être produit un nombre de logements plus important sur une commune sous réserve de respecter les autres orientations du DOO, et notamment de ne pas dépasser les limites de consommation d'espace prévues au 1.1.3.

ORIENTATIONS

- La politique locale de l'Habitat s'attache à favoriser la remise sur le marché des logements vacants et s'efforce de contenir la part des résidences secondaires constatée dans le parc de logements.
- Afin de répondre aux besoins de logement du territoire, les documents d'urbanisme locaux et la politique locale de l'Habitat prévoient la construction de 13 800 logements entre 2020 et 2040. Cet objectif est décliné de la façon suivante :

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS À 2040
Lannion	Lannion	3 450
	Ploubezre	400
	Ploulec'h	190
	Rospez	160
	Sous-total	4 200
Perros-Guirec	Perros-Guirec	1 270
	Kermaria-Sulard	100
	Louannec	290
	Pleumeur-Bodou	560
	Saint-Quay-Perros	170
	Trébeurden	550
	Trégastel	460
	Trélévern	170
	Trévou-Tréguignec	200
	Sous-total	3 770
Plestin-les-Grèves	Plestin-les-Grèves	550
	Lanvellec	80
	Ploumilliau	280
	Plouzélambre	20
	Plufur	60
	Saint-Michel-en-Grèves	60
	Trédrez-Locquémeau	170
	Tréduder	20
	Trémel	50
	Sous-total	1 290

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS À 2040	SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS À 2040
Plouaret	Plouaret	320	Tréguier	Tréguier	350
	Le Vieux-Marché	210		Minihy-Tréguier	280
	Loguivy-Plougras	120		Camlez	90
	Plougras	40		Coatréven	50
	Plounérin	70		Langoat	100
	Plounévez-Moëdec	140		Lanmérin	50
	Trégrom	40		Penvénan	340
	Sous-total	940		La Roche-Jaudy	360
				Plougrescant	160
Cavan	Cavan	250	Tréguier	Plouguiel	160
	Berhet	20		Trézény	30
	Caouënnec-Lanvézéac	70		Troguéry	20
	Coatascorn	20		Sous-total	1 990
	Mantallot	20	Presqu'île de Lézardrieux	Lézardrieux	240
	Pluzunet	60		Kerbors	30
	Prat	100		Lanmodez	50
	Quemperven	40		Pleubian	300
	Tonquédec	110		Pleudaniel	60
	Sous-total	690		Pleumeur-Gautier	150
				Trédarzec	90
				Sous-total	920

🔗 SCoT modifié :

Afin de répondre aux besoins de la population, les documents d'urbanisme locaux prévoient la construction de **7 532** logements entre **2025** et 2040. La réalisation de ces objectifs est conditionnée au respect des orientations du DOO en matière d'assainissement des eaux usées (1.2.1) et de maîtrise des prélèvements d'eau potable (1.2.3).

Les objectifs sont déclinés par commune. Il peut être produit un nombre de logements plus important sur une commune sous réserve de respecter les autres orientations du DOO, et notamment de ne pas dépasser les limites de consommation d'espace prévues au 1.1.3.

Orientations

→ La politique locale de l'Habitat s'attache à favoriser la remise sur le marché des logements vacants et s'efforce de contenir la part des résidences secondaires constatée dans le parc de logements.

Afin de répondre aux besoins de logement du territoire, les documents d'urbanisme locaux et la politique locale de l'Habitat prévoient la construction de **7 532** logements entre **2025** et 2040. Cet objectif est décliné de la façon suivante :

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS A 2040
LANNION	LANNION	1 725
	PLOUBEZRE	382
	PLOULEC'H	90
	ROSPEZ	105
	Sous-Total	2 302
PERROS GUIREC	PERROS GUIREC	643
	KERMARIA-SULARD	54
	LOUANNEC	158
	PLEUMEUR-BODOU	438
	SAINT-QUAY-PERROS	75
	TREBEURDEN	372
	TREGASTEL	165
	TRELEVERN	75
	TREVOU-TREGUIGNEC	90
	Sous-Total	2 070
PLESTIN-LES-GREVES	PLESTIN-LES-GREVES	290
	LANVELLEC	43
	PLOUMILLIAU	152
	PLOUZELAMBRE	11
	PLUFUR	33
	SAINT-MICHEL-EN-GREVE	33
	TREDREZ-LOCQUEMEAU	92
	TREDUDER	11
	TREMEL	27
	Sous-Total	692

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS A 2040
PLOUARET	PLOUARET	174
	LE VIEUX-MARCHE	114
	LOGUIVY-PLOUGRAS	65
	PLOUGRAS	22
	PLOUNERIN	38
	PLOUNEVEZ-MOEDEC	76
	TREGROM	22
	Sous-Total	511
CAVAN	CAVAN	136
	BERHET	11
	CAOUENNEC-LANVEZEA	38
	COATASCORN	11
	MANTALLOT	11
	PLUZUNET	33
	PRAT	54
	QUEMPERVEN	22
	TONQUEDEC	60
	Sous-Total	376

SECTEUR	COMMUNE	OBJECTIF DE PRODUCTION DE LOGEMENTS A 2040
TRÉGUIER	TRÉGUIER	190
	MINIHY-TRÉGUIER	152
	CAMLEZ	49
	COATRÉVEN	27
	LA ROCHE-JAUDY	196
	LANGOAT	54
	LANMÉRIN	27
	PENVÉNAN	185
	PLOUGRESCANT	87
	PLOUGUIEL	87
	TRÉZÉNY	16
	TROGUÉRY	11
	Sous-Total	1 081
PRESQU'ÎLE DE LEZARDRIEUX	LEZARDRIEUX	130
	KERBORS	16
	LANMODEZ	27
	PLEUBIAN	163
	PLEUDANIEL	33
	PLEUMEUR-GAUTIER	82
	TREDARZEC	49
	Sous-Total	500

2.4. Les équipements économiques

Pour poursuivre son développement économique, le Trégor a besoin de compléter et de faire évoluer les conditions d'accueil des activités et certains équipements-clefs.

2.4.1. L'intégration des activités compatibles avec l'habitat dans les enveloppes urbaines

ORIENTATIONS

- Les documents d'urbanisme locaux veillent à renforcer les possibilités d'implantation des activités économiques compatibles avec l'habitat dans les enveloppes urbaines.
- Ils favorisent notamment l'implantation des commerces (cf. 2.3 et 2.3 bis), services et bureaux au cœur des centres-villes et centres-bourgs, et maîtrisent à l'inverse leurs possibilités d'implantation dans les secteurs d'extension urbaine.

2.4.2. Les espaces d'activités

ORIENTATIONS

- Les documents d'urbanisme locaux prennent les dispositions pour valoriser les *Espaces d'activités anciens* à revaloriser, identifiés sur le document graphique n°9, en prévoyant pour chacun d'eux les conditions appropriées pour :
- favoriser leur densification par l'accueil de nouvelles entreprises ;
 - faciliter l'évolution des bâtiments existants ;
 - favoriser la mise en œuvre de projets de renouvellement urbain ;
 - permettre pour ceux d'entre eux situés à l'intérieur d'agglomérations et de villages, lorsque cela est pertinent, une évolution vers des fonctions différentes (habitat, quartiers mixtes, etc.).

Les orientations relatives à la qualité de leur aménagement, précisées ci-après, sont importantes pour développer leur attractivité et ainsi contribuer à une gestion économe du foncier.

- Les documents d'urbanisme locaux favorisent la **densification** des *Espaces d'activités stratégiques*, identifiés sur le document graphique n°9, en utilisant notamment les emprises disponibles. Ils peuvent aussi permettre leur développement par **extension**, dans les limites suivantes :

LIEU	ESPACES D'ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Cavan	Kerbiquet	23,2	19
Lannion	Pégase	155	7
Lannion	Pégase V	17,2	16
Minihy-Tréguier	Convenant Vraz	22,3	13
Pleudaniel	Kerantour	12,3	5
Pleumeur-Bodou	Phoenix	26,3	18
Ploumilliau	La Croix Rouge	17,7	9
Plounévez-Moëdec / Loguivy-Plougras / Plounérin	Beg ar C'hra	16,9	19
TOTAL		290,9	106

*hors plateforme aéroportuaire

⚡SCoT modifié :

Les documents d'urbanisme locaux favorisent la densification des *Espaces d'activités stratégiques*, identifiés sur le document graphique n°9, en utilisant notamment les emprises disponibles. Ils peuvent aussi permettre leur développement par extension, dans les limites suivantes :

LIEU	ESPACES D'ACTIVITÉS STRATEGIQUES	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Cavan	Kerbiquet	23,2	8
Lannion	Pégase	155	2,2
Lannion	Pégase V	17,2	0
Minihy-Tréguier	Convenant Vraz	22,3	5,95
Pleudaniel	Kerantour	12,3	4,73
Pleumeur-Bodou	Phoenix	26,3	0
Ploumilliau	La Croix Rouge	17,7	3,97
Plounévez-Moëdec / Loguivy-Plougras / Plounérin	Beg ar C'hra	16,9	4
TOTAL		290,9	28,85

✓ **SCoT en vigueur** → Les documents d'urbanisme locaux favorisent la **densification** des *Espaces d'activités de proximité*, identifiés sur le document graphique n°9, en utilisant notamment les emprises disponibles. Ils peuvent aussi permettre leur développement par **extension**, dans les limites suivantes :

LIEU	ESPACES D'ACTIVITÉS DE PROXIMITÉ	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Camlez	Croas ar Braban	10,6	4
Kermaria-Sulard	Brielec	5,1	1
Lannion	Buhulien	13,6	0
La Roche-Jaudy	Kerverzot	10,8	4
Le Vieux-Marché	Park an Itron	5,6	0
Lézardrieux	Kerscavet	6,6	3
Louannec	Mabiliès	6,3	5
Penvénan	Pen ar Guer	4,2	3
Perros-Guirec	Kergadic	15,4	5
Plestin-les-Grèves	Le Châtel	4,5	3
Plestin-les-Grèves	Poul Guillou (hors ECP)	0	2
Pleubian	L'Armor / Pen Lan	5,1	0
Pleumeur-Gautier	Presqu'île	11,3	4
Plouaret	Gare	2,5	0
Pluzunet	Valorys	10,7*	7
Trébeurden	Garen an Itron	5,6	5
Trégastel	Le Dolmen	5,9	0
TOTAL		123,8	46

*hors serres agricoles, qui ne sont pas constitutives de l'espace d'activités.

🔗 **SCoT modifié :**

Les documents d'urbanisme locaux favorisent la densification des *Espaces d'activités de proximité*, identifiés sur le document graphique n°9, en utilisant notamment les emprises disponibles. Ils peuvent aussi permettre leur développement par extension, dans les limites suivantes :

	ESPACES D'ACTIVITÉS DE PROXIMITÉ	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Camlez	Croas ar Braban	10,6	2,5
Kermaria-Sulard	Brielec	5,1	0
Lannion	Buhulien	13,6	0
La Roche-Jaudy	Kerverzot	10,8	0
Le Vieux-Marché	Park an Itron	5,6	0
Lézardrieux	Kerscavet	6,6	0
Louannec	Mabiliès	6,3	1,3
Penvénan	Pen ar Guer	4,2	3,08
Perros-Guirec	Kergadic	15,4	0,73
Plestin-les-Grèves	Le Châtel	4,5	2,8
Plestin-les-Grèves	Poul Guillou (hors ECP)	0	0
Pleubian	L'Armor / Pen Lan	5,1	0
Pleumeur-Gautier	Presqu'île	11,3	4,5
Plouaret	Gare	2,5	0
Pluzunet	Valorys	10,7*	0
Trébeurden	Garen an Itron	5,6	0
Trégastel	Le Dolmen	5,9	0
TOTAL		123,8	14,91

*hors serres agricoles, qui ne sont pas constitutives de l'espace d'activités.

✓ **SCoT en vigueur :**

- Les documents d'urbanisme locaux favorisent la **densification** des *Espaces d'activités aquacoles et maritimes*, identifiés sur le document graphique n°9, en utilisant notamment les emprises disponibles. Ils peuvent aussi permettre leur développement par **extension**, dans le respect des espaces remarquables et dans les limites suivantes :

LIEU	ESPACES D'ACTIVITÉS AQUACOLES	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Lanmodez	Min er Goas	1,8	3
Plougrescant	Beg Vilin	1,9	1
TOTAL		3,7	4

⚡ **SCoT modifié :**

Les documents d'urbanisme locaux favorisent la densification des Espaces d'activités aquacoles et maritimes, identifiés sur le document graphique n°9, en utilisant notamment les emprises disponibles.

Ils peuvent aussi permettre leur développement par extension, dans le respect des espaces remarquables et dans les limites suivantes :

LIEU	ESPACES D'ACTIVITÉS AQUACOLES	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Lanmodez	Min er Goas	1,8	0
Plougrescant	Beg Vilin	1,9	1
TOTAL		3,7	1

✓ **SCoT en vigueur :**

→ Les documents d'urbanisme locaux favorisent la **densification** des *Espaces commerciaux de périphérie*, identifiés sur le document graphique n°8, en utilisant notamment les emprises disponibles. Ils peuvent aussi permettre leur développement par **extension**, dans les limites suivantes :

LIEU	ESPACES COMMERCIAUX DE PÉRIPHÉRIE	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Lannion/Ploulec'h	Bel Air	16,1	0
Lannion / Saint-Quay-Perros	Kéringant	23,5	1
Lannion	La Résistance / Le Rusquet	41,5	0
Lannion	Saint-Marc	15	0
Minihy-Tréguier	Kerfolic	21	3
Perros-Guirec	Kerabram	1,4	2
Plestin-les-Grèves	Poul Guillou	3,2	3
Pleudaniel / Lézardrieux	Kerscavet Ouest	2,8	0
Plouaret	Général de Gaulle	0,8	1
Ploubezre	Parc Izelan	2,1	0
Saint-Quay-Perros	Saint-Méen - Kerliviec	10,5	2
Trégastel	Tourony	7,3	0
Tréguier	Saint-Michel	2,5	0
TOTAL		147,7	12

🔗 **SCoT modifié :**

Les documents d'urbanisme locaux favorisent la densification des Espaces commerciaux de périphérie, identifiés sur le document graphique n°8, en utilisant notamment les emprises disponibles. **Leur développement par extension n'est pas permis conformément au tableau suivant :**

LIEU	ESPACES COMMERCIAUX DE PÉRIPHÉRIE	SURFACE ACTUELLE (HA)	POTENTIEL D'EXTENSION (HA)
Lannion /Ploulec'h	Bel-Air	16,1	0
Lannion / Saint-Quay-Perros	Kéringant	23,5	0
Lannion	La Résistance /Le Rusquet	41,5	0
Lannion	Saint-Marc	15	0
Minihy-Tréguier	Kerfolic	21	0
Perros-Guirec	Kerabram	1,4	0
Plestin-les-Grèves	Poul Guillou	3,2	0
Pleudaniel / Lézardrieux	Kerscavet Ouest	2,8	0
Plouaret	Général de Gaulle	0,8	0
Ploubezre	Parc Izelan	2,1	0
Saint-Quay-Perros	Saint-Méen - Kerviliec	10,5	0
Trégastel	Tourony	7,3	0
Tréguier	Saint-Michel	2,5	0
TOTAL		147,7	0

✓ **SCoT en vigueur :**

→ Les documents d'urbanisme locaux peuvent redéployer une partie de ces enveloppes foncières :

- de façon préférentielle entre les différents Espaces stratégiques et de proximité ;
- de façon limitée en continuité des enveloppes urbaines constituées des agglomérations et villages, pour accueillir des activités artisanales de proximité ;
- de façon limitée en continuité des Espaces d'activités anciens à valoriser identifiés sur le document graphique n°9.

Ces redéploiements, s'ils sont mis en œuvre, doivent respecter les enveloppes foncières maximales suivantes, secteur par secteur :

SECTEUR	CONSOMMATION FONCIÈRE MAXIMALE AUTORISÉE (HA)
Cavan	26
Lannion	22,6
Perros-Guirec	34,4
Plestin-les-Grèves	13,8
Plouaret	19
Presqu'île de Lézardrieux	15
Tréguier	25,4
TOTAL	156

🔗 **SCoT modifié :**

Les documents d'urbanisme locaux peuvent redéployer une partie de ces enveloppes foncières :

- de façon préférentielle entre les différents Espaces stratégiques et de proximité ;
- de façon limitée en continuité des enveloppes urbaines constituées des agglomérations et villages, pour accueillir des activités artisanales de proximité ;
- de façon limitée en continuité des Espaces d'activités anciens à valoriser identifiés sur le document graphique n°9.

Ces redéploiements, s'ils sont mis en œuvre, doivent respecter les enveloppes foncières maximales suivantes, secteur par secteur :

SECTEUR	CONSOMMATION FONCIÈRE MAXIMALE AUTORISÉE (HA)
Cavan	8,00
Lannion	2.20
Perros-Guirec	2,03
Plestin-les-Grèves	6,77
Presqu'île de Lézardrieux	9,23
Plouaret	4,00
Tréguier	12.53
TOTAL	44.76

✓ SCoT en vigueur :

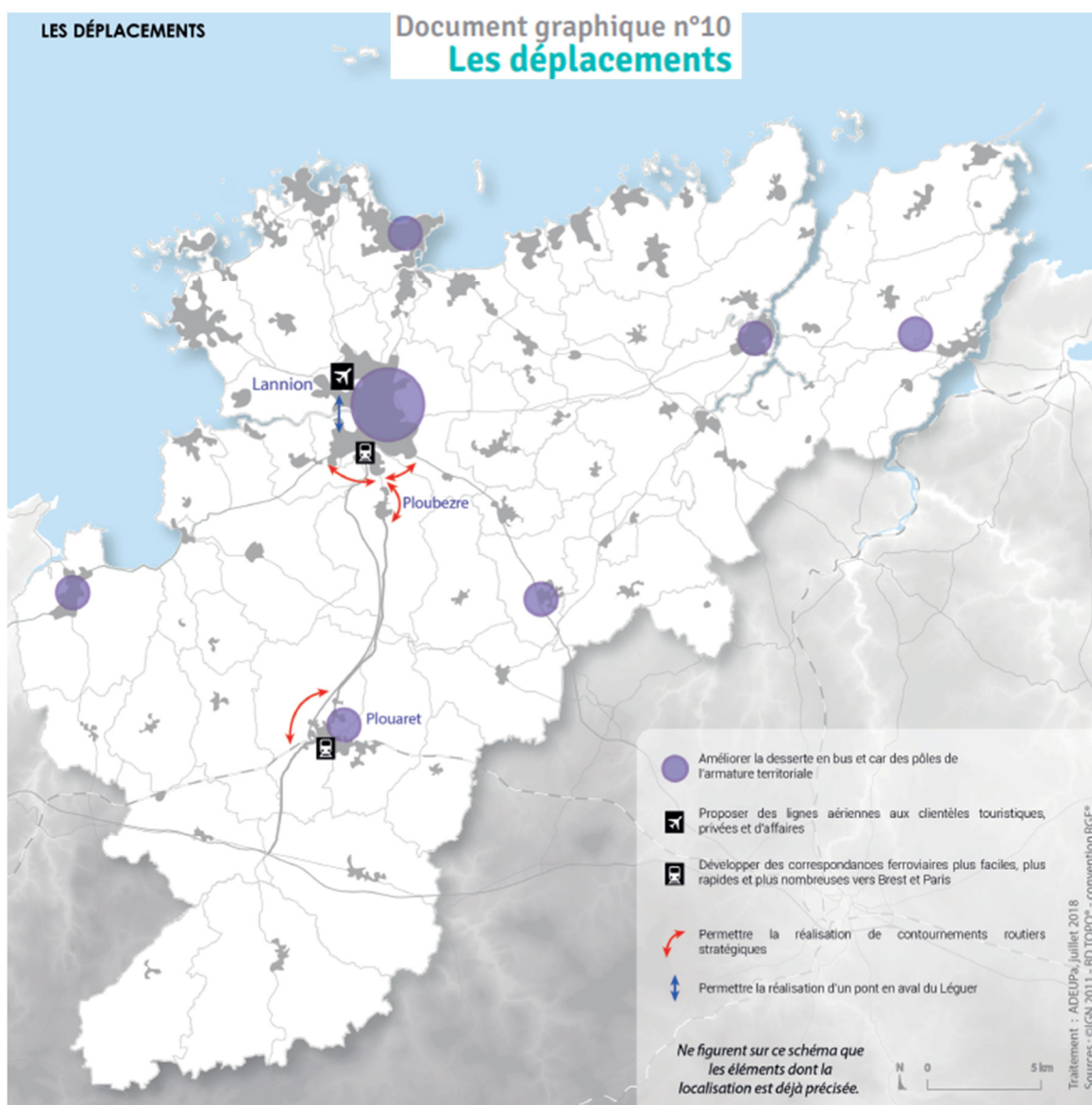
2.5.2. Les déplacements routiers

ORIENTATIONS

→ Les documents d'urbanisme locaux prévoient les dispositions adaptées pour :

- permettre la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ;
- permettre la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre, comme précisé sur le document graphique n°10 et en cohérence avec les projets de réaménagement urbain des communes concernées ;
- permettre la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret ;
- sécuriser les routes départementales pour l'ensemble des usagers ;
- optimiser les voies actuelles pour améliorer l'accessibilité des communes de la Côte de granite rose, au nord de Lannion ;

- améliorer l'accessibilité de la gare et de l'hôpital de Lannion ;
 - améliorer et sécuriser le transport de marchandises entre la zone maraîchère et céréalière et le pôle de Guingamp ;
 - accompagner le développement du covoiturage en prévoyant les emplacements de stationnement dédiés, en particulier dans les secteurs où cela faciliterait le recours aux transports collectifs, et en sensibilisant les habitants à cette pratique ;
 - accompagner le développement de la part modale des véhicules électriques en améliorant notamment l'interopérabilité des réseaux de bornes de recharge.
- Les politiques locales des transports favorisent en outre le développement de l'autopartage.



SCoT modifié :

→ Les documents d'urbanisme locaux prévoient les dispositions adaptées pour :

- ~~- permettre la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ;~~
- ~~- permettre la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre, comme précisé sur le document graphique n°10 et en cohérence avec les projets de réaménagement urbain des communes concernées ;~~
- ~~- permettre la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret ;~~
- sécuriser les routes départementales pour l'ensemble des usagers ;
- optimiser les voies actuelles pour améliorer l'accessibilité des communes de la Côte de granite rose, au nord de Lannion ;
- améliorer l'accessibilité de la gare et de l'hôpital de Lannion ;
- améliorer et sécuriser le transport de marchandises entre la zone maraîchère et céréalière et le pôle de Guingamp ;
- accompagner le développement du covoiturage en prévoyant les emplacements de stationnement dédiés, en particulier dans les secteurs où cela faciliterait le recours aux transports collectifs, et en sensibilisant les habitants à cette pratique ;
- accompagner le développement de la part modale des véhicules électriques en améliorant notamment l'interopérabilité des réseaux de bornes de recharge.

→ Les politiques locales des transports favorisent en outre le développement de l'autopartage.

